

**OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
ET RURAL DE CORSE**

**ACCORD SALARIAL SUR LE PAIEMENT DE
JOURS COMPTE EPARGNE TEMPS**

Dans le cadre de l'accord sur l'orientation et l'incitation à la réduction collective du temps de travail, l'ODARC a mis en place, à compter du 1^{er} janvier 2001, un Compte Epargne Temps.

Le présent document a pour objet de compléter cet accord d'entreprise sur le CET par la possibilité pour le salarié de demander l'octroi d'une rémunération immédiate en contrepartie d'un nombre de jours déterminés inscrits sur le CET.

En effet, dans le contexte actuel caractérisé par une baisse du pouvoir d'achat, le CET peut permettre aux salariés d'obtenir un complément de rémunération.

Article 1 : Liquidation partielle monétaire de jours acquis sur le CET

L'ODARC offre la possibilité aux salariés qui en font la demande, de pouvoir liquider, sous forme d'indemnité, 5 jours maximum placés sur le CET.

Durant l'année de demande de liquidation des jours CET acquis en N-1, le salarié ne doit alimenter son CET que de 18 jours maximum (CET CP et CET RTT confondus) pour pouvoir bénéficier de ce dispositif.

Concernant le formalisme, la demande de liquidation devra être intégrée dans le courrier de demande d'alimentation des jours CET, adressé à la Direction, et effectué au plus tard le 31 Janvier de chaque année.

Le versement effectif de la somme interviendra lors de la paye du mois de mai. L'indemnité sera calculée sur le salaire brut perçu par le salarié au moment de la liquidation partielle de son CET.

Elle est soumise aux cotisations sociales en vigueur et à l'impôt sur le revenu.

Article 2- Durée de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la validation par les membres du Conseil d'Administration de l'ODARC

Article 3 - Dénonciation

Conformément aux dispositions de l'article L. 2261-9 du code du travail, le présent accord et ses avenants éventuels peuvent être dénoncés par l'une ou l'autre des parties signataires, sur notification écrite aux autres parties par lettre recommandée avec avis de réception.

La dénonciation prend effet à l'issue du préavis de 3 mois.

Le courrier de dénonciation donnera lieu également au dépôt auprès de la DREETS de Haute-Corse

Article 4 - Publicité

Le présent accord sera déposé sur la plateforme « TéléAccords » accessible depuis le site accompagné des pièces prévues à l'article D. 2231-7 du code du travail par Madame Marie-Pierre BIANCHINI, directrice par intérim de l'ODARC.

Conformément à l'article D. 2231-2, un exemplaire de l'accord est également remis au greffe du conseil de prud'hommes de BASTIA.

Les éventuels avenants de révision du présent accord feront l'objet des mêmes mesures de publicité.

Fait en 3 exemplaires originaux, dont deux pour les formalités de publicité.

Fait à BASTIA, le 08 NOV. 2022

Pour les Syndicats :

F.O.

J.B. LECCIA

STC

M.F. CASANOVA

Pour l'ODARC :

La Directrice par intérim,

Marie-Pierre BIANCHINI

**Office du
Développement
Agricole et
Rural de
Corse**

**ACCORD SUR L'ORIENTATION ET
L'INCITATION A LA REDUCTION COLLECTIVE
DU TEMPS DE TRAVAIL**

ACCORD D'ENTREPRISE SUR LE COMPTE EPARGNE TEMPS

L'Article IV de l'accord sur l'orientation et l'incitation à la réduction collective du temps de travail du 15 Décembre 1999 prévoit la mise en place du Compte Epargne Temps en application des Articles L 227-1 et suivants du Code du Travail.

Article I : Objectif

Le Compte Epargne Temps a pour objectif de permettre aux agents d'accumuler des droits à congés rémunérés.

Il est ouvert aux agents qui ont une ancienneté minimale d'un an à l'Office.

Article II : Alimentation du Compte Epargne Temps

Le Compte Epargne Temps peut être alimenté dans la limite annuelle maximale de 22 jours :

- Par report de jours ouvrés de congés payés annuels, dans la limite de 10 jours par an
- Par report de jours ouvrés de repos acquis en contrepartie de l'horaire appliqué au titre de l'accord sur l'orientation et l'incitation à la réduction du temps de travail du 15 Décembre 1999, dans la limite de 10 jours par an
- Par conversion de tout ou partie des jours non travaillés en contrepartie de l'horaire de travail de 70 heures sur neuf jours ouvrés du personnel technique de la station Expérimentale d'Elevage dans la limite de 10 jours par an.
- Par conversion de tout ou partie des primes ou indemnités conventionnelles en jours de congés supplémentaires, un jour de congé équivalent 4,6 % (ou 7/152^{ème}) du salaire de base d'une activité à temps plein. L'indemnité Compensatoire pour Frais de Transport est exclue du dispositif.

Article III : Utilisation

En plus des utilisations du Compte Epargne Temps prévues par l'article L 227-1, le Compte Epargne Temps peut-être utilisé pour indemniser tout ou partie des congés sans solde prévus à l'article 35 du Statut du Personnel de l'ODARC

Au retour de congé et par dérogation à l'Article 37 du Statut du Personnel, l'agent retrouve son précédent emploi, ou un emploi similaire assortie d'une rémunération au moins équivalente.

Le Compte Epargne Temps peut être utilisé à titre de congé pour fin de carrière.

Le Compte Epargne Temps peut être utilisé pour indemniser tout ou partie d'une activité à temps partiel tel que prévu à l'Article 30 du Statut du Personnel.

Le Compte Epargne Temps peut être utilisé pour indemniser tout ou partie d'un congé sans solde d'une durée minimale d'un mois.

Le Compte Epargne Temps peut être utilisé pour abonder les congés annuels.

Article IV : Délais d'utilisation

Le congé doit être pris dans un délai de 5 ans à compter de la date à laquelle le salarié a accumulé sur son Compte Epargne Temps un congé d'une durée au moins égale à un mois.

Ce délai est prolongé de 5 années supplémentaires si le salarié a un enfant de moins de 16 ans à la date d'expiration du délai de 5 ans ou bien lorsqu'un des parents du salarié est dépendant ou âgé de plus de 75 ans.

Ces limites ne s'appliquent pas pour le congé de fin de carrière et les agents de plus de 50 ans.

Article V : Non utilisation du Compte Epargne Temps

- Renonciation du salarié

Les agents qui renoncent à leur Compte Epargne Temps devront liquider celui-ci à raison d'un jour minimum par semaine jusqu'à épuisement du solde, sous réserve des nécessités de service. Suite au renoncement, le salarié ne pourra alimenter son Compte Epargne Temps pendant une durée de 2 ans à compter du 1^{er} Janvier suivant la date du renoncement.

- Rupture du contrat

Une indemnité compensatrice de congés payés sera versée en cas de rupture du contrat de travail si l'agent a été dans l'impossibilité de prendre ses congés.

Les conditions de liquidation du Compte Epargne Temps des fonctionnaires dont le détachement prend fin seront identiques à celles prévues pour les agents de l'ODARC dans le cas de rupture du contrat.

- Fin de carrière

Une indemnité compensatrice de congés payés pourra être versée, si l'agent n'a pas utilisé la totalité de son Compte Epargne Temps. Cette indemnité ne pourra pas excéder 6 mois, le surplus du Compte Epargne Temps devant impérativement être pris sous forme de congé.

L'indemnité compensatrice de congés payés due aux agents en maladie, accident du travail ou invalidité, leur sera versée au moment de leur départ à la retraite.

Les agents en préretraite pourront, au moment de leur départ à la retraite, demander que l'indemnité de congés payés qui leur est due soit calculée sur le salaire à plein temps, à condition que les droits acquis au titre du Compte Epargne Temps le permettent.

Article VI : Modalités pratiques

La demande d'alimentation doit impérativement être faite par écrit dans l'année civile afférente au congé à épargner. Pour la transformation des primes ou indemnités, la demande est assortie d'un préavis de 2 mois avant la date de paiement de celles-ci.

Le renoncement au Compte Epargne Temps se fait par écrit, à tout moment.

La demande d'utilisation du Compte Epargne Temps se fait par écrit avec un préavis de trois mois.

L'indemnité compensatrice mentionnée à l'article 5 doit être calculée en prenant pour base de calcul le salaire de base d'une activité à temps plein au moment de la liquidation du compte.

Article VII : Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur le 1^{er} Janvier 2001.

Fait à BASTIA,

Pour les Syndicats,

Pour l'O.D.A.R.C. ,

C.G.T. C.G.C. C.F.D.T.
Louis BRUSA B.ALBERTINI-ZANZI P. OTTAVIANI

Le Directeur.


Henry SALVAT

C.F.T.C. F.O. S.T.C.
V. LUGARINI J.B.LECCIA E. FAUCON

